

Introduction :

Rappel des outils collaboratifs mis en place par l'ANDEV ([ici](#) et [là](#)) et ressources sur le site de l'ANDEV + [synthèse](#) de ces outils [Veille](#) permanente et actualisée. Et toujours la possibilité [d'adhérer](#) à l'ANDEV en ligne .

Partenaires ANDEV présents :

Charlotte Denis, RFVE

Etienne Butzbach Ligue de l'enseignement

Candy Lugaz proche de l'UNESCO

L'enregistrement replay de la visioconférence reste à présent à vocation interne. Seront mis en partage les synthèses des visioconférences. Cette décision est prise pour la protection du droit à l'image, respect de la réglementation RGPD et pour laisser aux participants une totale liberté de parole.

Malgré la crise COVID 19, l'ANDEV une activité régulière de son Bureau et continue à faire vivre par visioconférences ses instances : Conseil d'administration et Commission permanente. La prochaine CP est prévue le jeudi 23/4/20 de 14h à 15h30. A l'ordre du jour : Préparation du congrès, toujours prévu à Metz en fin d'année avec la mise en perspective du travail avec les groupes régionaux.

Point d'actualité et informations institutionnelles

Synthèse par Thierry VASSE et liens vers les docs présentés

1. Retour sur les informations liées à la prise en charge des enfants en situation de handicap dans la gestion de la crise sanitaire
 - Impact de la fracture numérique dans la relation entre AESH et enfant accompagné
 - émergence des difficultés de coordination sur les classes ULIS
 - démarche à l'initiative des familles pour la continuité des soins à domicile
 - mise en évidence du rôle des enseignants référents ERSH dans le relais aux familles, établissements, collectivités
 - ressources mises à disposition
2. Accueil des enfants handicapés des personnels soignants et autres personnels avec AESH volontaires.
 - les collectivités territoriales peuvent rémunérer directement un AESH volontaire qui ne suit pas l'enfant habituellement
 - les éducateurs spécialisés tiennent des permanences à destination des familles dans les unités spécialisées

Quid des enfants en situation de handicap? (témoignage de la ville de Saint-Etienne Sandrine Morent)

Partage de bonnes pratiques de la crèche aux ACM pour accueillir les enfants en situation de handicap et le maintien de la continuité éducative. Accueil à St Etienne en lien avec la préfecture, des enfants de policiers, de pompiers, services de justice.

Tour des initiatives des Villes présentes :

- Accueil en demi-journée avec repas 2 ou 3 fois par semaine de personnes en fragilité pour aider les familles qui se trouvent en difficulté du fait des besoins particuliers de leur enfant. Accueil dans le respect des gestes sanitaires, mais de façon assez artisanale par initiative de la collectivité et volontariat des enseignants et IEN de circonscription. Dans le cadre de l'ACM, pendant les vacances par exemple, ouverture au-delà également du cadre de l'ARS.
- Ouverture aux enfants en situation de handicap d'accueils dans des structures sportives plusieurs fois par semaine.
- Pour des enfants avec des troubles du comportement ou des difficultés psychologiques, des accueils ponctuels (le mercredi donc hors temps scolaire) sont organisés pour soulager les familles concernées.
- C'est un accueil obligatoire mais qui doit se faire dans le respect des conditions de sécurité pour l'enfant et les autres enfants scolarisés. La question des équipements relève de la MDPH ce qui doit aussi être travaillé avec les enseignants référents.
- Demandes d'accueil d'enfants dont les troubles du comportement se révèlent ingérables dans la durée du confinement. Une demande de dérogation aux règles du confinement pour ces enfants est en cours auprès des DDCS. De fait cet accueil est très limité mais il est vraisemblable que les demandes vont augmenter.
- Appui sur des structures associatives et sportives pour proposer des accueils sur temps périscolaires, en attente de validation des préfectures.
- Mise en place de cellules de soutien familial à l'échelle des communes sur demande de conseil départemental

Il n'existe pas d'interdiction d'accueillir, cependant il suffit d'obtenir toutes les validations absolument nécessaires pour ne pas se mettre dans l'illégalité.

Accompagnement psychologique des agents

- Mise à disposition des psychologues et médecine du travail pour les agents de terrain mais aussi en télétravail.

- Mise en place de plateforme d'appel, pour toutes questions, anonymement
- Obligation de redéploiement d'agents vers des tâches de ménage et d'entretien dans certaines collectivités, qui mettent en difficulté psychologique les agents contraints
- Certaines de ces plateformes sont peu utilisées pour le moment. Mais il faudra être vigilant au processus de décompensation lors de la sortie de crise des agents qui pour le moment tiennent dans le feu de l'action....

Échanges / questionnements

Suite aux annonces gouvernementales beaucoup de questionnements et de peurs exprimées depuis la mise en perspective du retour dans les écoles le 11 mai :

- Gestion de la désinfection des locaux, avec des prestataires de nettoyage en anticipation de la rentrée scolaire au-delà de la question du 11 mai. Alerte sur un démarchage d'entreprises de désinfection. Il faudra veiller à la toxicité possible des produits utilisés en particulier dans des lieux qui accueillent des enfants. Constat partagé, doublement du temps de ménage. Commandes à anticiper et programmer en urgence pour des conditions matérielles de reprise : masques/mouchoirs/gel hydroalcoolique. Certains locaux sont inutilisés depuis le début du confinement. La désinfection est-elle nécessaire dans ce cas-là ?
- Conditions du retour en termes d'espaces et d'organisation. Comment maintenir la distanciation sociale en maternelle...équilibre entre gestion de la crise sanitaire et de la crise économique
- A priori les premières réouvertures concerneraient des écoles rurales et en REP ce qui revient à une réouverture globale dans certaines communes. Questions sur le retour par niveau, par public, par zone géographique.
- La réouverture des écoles doit se faire en cohérence avec les moyens de la collectivité sur les temps périscolaire et restauration scolaire, sauf si l'accueil se limite à des demi-journées ce qui suppose un accueil ACM sur les autres demi-journées. Le respect des gestes barrières et sanitaires devrait diviser par 4 le nombre de places en restauration scolaire, soit plusieurs services sans possibilité de désinfection entre les deux services.

- Les fêtes d'école et les sorties scolaires seront annulées.
- Vraisemblablement la gestion du déconfinement se fera selon les réalités du territoire mais aussi du vécu des familles pendant le confinement sur la progression de leurs enfants par rapport à l'offre scolaire.
- Craintes exprimées :
 - Renforcement des inégalités de ressources territoriales,
 - Remontée du pic épidémique,
 - Maintien par l'Etat du dispositif d'arrêts maladie possible pour garde d'enfants à domicile (en particulier pour les enseignants)
 - Moyens de protection des personnels, masques et dépistages
- **Dans tous les cas la reprise quelque soit sa date va créer de l'anxiété. Mais la place et le rôle de l'école publique se pose très fortement avec la question de l'école pour tous et l'égalité de traitement. Attention à préserver l'image de l'école avec les problèmes de défiance de certaines familles existant déjà avant la crise. La reprise progressive permet peut-être de préparer un retour petit à petit vers la normale.**
- **Le retour des enfants vers l'école va aussi être lié à l'obligation pour un certain nombre de parents de reprise obligatoire du travail.**
- **Il reste 15 jours pour répondre à toutes ces questions sans réponse aujourd'hui. Le MENJ a prévu de consulter les Fédérations de Parents d'élèves et les syndicats. Ce moment est aussi une opportunité à saisir pour les Collectivités Locales qui doivent faire entendre leur position et la nécessité d'un partenariat prenant en compte les réalités locales. Et aussi d'exiger des garanties sur les moyens matériels de protection mis à disposition. Et qui prendra en charge financièrement ?**

L'ANDEV doit se saisir de cette opportunité pour faire remonter au niveau national les exigences nécessaires à cette reprise dans l'attente des précisions du gouvernement sous 15 jours. Rappeler au gouvernement le besoin de définir clairement des garanties sanitaires nationales et locales et la nécessité que les collectivités soient concertées et pas simplement informées. Proposition de mettre dès à présent un outil partagé avec nos questions, réflexions, solutions, pour faire cadre commun. Proposer de mutualiser cet outil aux associations d'élus et autres partenaires de l'Education.

5ème visioconférence le mardi 21 avril 11h-12h